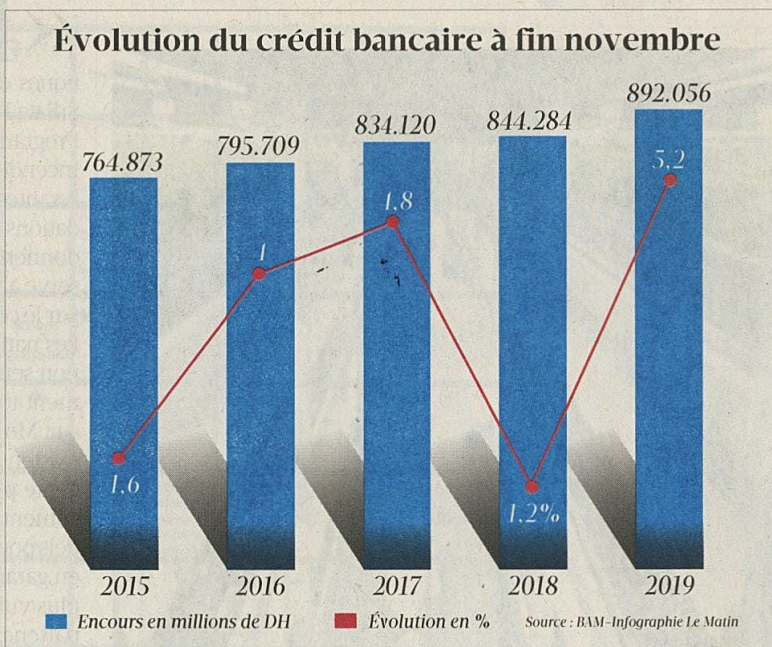


# Le crédit bancaire profite davantage au secteur privé

Le crédit bancaire est bien parti pour terminer 2019 sur un rythme supérieur à celui observé l'année précédente (3,2%). À un mois de la fin de l'année, il affichait une croissance de 5,2%, pour un encours de 892,05 milliards de DH. Une dynamique qui profite, de surcroît, au secteur non financier, plus particulièrement au privé.

Le crédit bancaire continue à adopter un rythme supérieur à celui observé en 2018, même si la cadence baisse parfois. Cette performance est d'autant plus intéressante qu'elle profite bien au secteur non financier et qu'elle est relativement plus marquée pour le secteur privé. Le financement de l'économie par voie bancaire s'est, en effet, accru de 5,2% au cours des onze premiers mois de cette année, avec un encours de 892,05 milliards de DH. C'est ce qui ressort des derniers chiffres publiés par Bank Al-Maghrib (BAM). Rappelons qu'à fin novembre 2018, le rythme de progression du crédit bancaire était à peine de 1,2%. À rappeler aussi que le Haut Commissariat au Plan prévoit un accroissement des crédits bancaires de près de 3,8% pour toute l'année 2019. Leur composante relative aux prêts au secteur non financier devra croître, quant à elle, de 4% en 2019, avant de s'accélérer à 4,7% en 2020 et à 5% en 2021, selon la Banque centrale. Les derniers chiffres de BAM relatifs à fin novembre 2019 montrent que les prêts accordés au secteur non financier ont connu une hausse de 5%, avec un encours de 776,17 milliards, contre 6,5% pour les «autres sociétés financières», pour un encours de 115,88 milliards. Cette appréciation du crédit au secteur non financier a profité uniquement au secteur privé (5,6% avec un encours de 706,08 milliards), au moment où les banques ont moins financé le secteur public en 2019 par rapport à 2018 (-1,2% à 70,08 milliards). Dans le détail, les crédits aux sociétés non financières privées ont augmenté de 6,6% à 361,34 milliards et pour les ménages et les Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLM) de 4,7% à 344,73 milliards. Pour le secteur public, un net contraste est observé entre un bond de 15,5% à 20,9 milliards pour les crédits aux Administrations locales et un repli de 7% à 49,18 milliards pour les sociétés non financières publiques.

La ventilation de ces crédits par objet économique montre, quant à elle, que leur évolution est tirée no-



tamment par les comptes débiteurs et crédits de trésorerie qui ont progressé de 9,4% avec un encours de 185,59 milliards et, dans une moindre mesure, par les créances diverses sur la clientèle (5,1% à 124,42 milliards). À noter que ces créances sont composées principalement des prêts octroyés à la clientèle financière et non financière dans le cadre d'une opération financière et des créances acquises par affacturage. S'agissant des autres segments, les crédits à la consommation sont en hausse de 4,7% à 56,47 milliards, les prêts à l'équipement ont connu une relative montée en régime (4% à 179,82 milliards, après 3,6% à fin octobre dernier) et les crédits immobiliers n'arrivent pas à se redresser (3,2% à 275,83 milliards). Ces derniers ont été tirés vers le bas par les crédits aux promoteurs qui ont reculé de 0,9% à 56,85 milliards. Et ce, au moment où les crédits à l'habitat ont affiché une amélioration de 4,3% à 214,81 milliards. Cet encours inclut le financement participatif à l'habitat qui a atteint 7,38 milliards à fin novembre dernier, en hausse de 106,5% sur un an ! Concernant les créances en souffrance, elles ont connu un accroissement de 5,7% à fin novembre 2019, s'élevant à 69,89 milliards. ■

Lahcen Oudoud

Les créances en souffrance ont augmenté de 5,7% à fin novembre 2019, s'élevant à 69,89 milliards.